

<http://divergences.be/spip.php?article3521>



Soixante adolescents annoncent leur refus de servir dans l'armée israélienne

- Aujourd'hui - 2021 - Israël-Palestine -

A stylized graphic of the text 'Today is the Day' in a black, cursive, calligraphic font. The letters are thick and interconnected, with a white drop shadow effect behind them, giving it a three-dimensional appearance.

Date de mise en ligne : mardi 12 janvier 2021

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

<https://www.972mag.com/sixty-teens-israeli-army-objectors/>



Les objecteurs de conscience Shahar Peretz (à gauche) et Daniel Peldi lors d'une manifestation contre l'annexion dans la ville de Rosh Ha'ayin en juin 2020. (Oren Ziv)

Soixante adolescents israéliens ont publié mardi matin une lettre ouverte adressée à de hauts responsables israéliens, dans laquelle ils déclarent leur refus de servir dans l'armée en protestation contre ses politiques d'occupation et d'apartheid.

La lettre dite "Shministim Letter" (une initiative portant le surnom hébreu donné aux lycéens) dénonce le contrôle militaire israélien sur les Palestiniens dans les territoires occupés, qualifiant le régime en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est de système d'"apartheid" impliquant "deux systèmes de droit différents ; un pour les Palestiniens et un autre pour les Juifs".

"Il est de notre devoir de nous opposer à cette réalité destructrice en unissant nos luttes et en refusant de servir ces systèmes violents - dont les militaires en chef", peut-on lire dans la lettre, qui a été adressée au ministre de la défense Benny Gantz, au ministre de l'éducation Yoav Galant et au chef d'état-major des FDI Aviv Kochavi.

Notre refus de nous engager dans l'armée n'est pas un acte de tourner le dos à la société israélienne", poursuit la lettre. "Au contraire, notre refus est un acte de prise de responsabilité sur nos actions et leurs répercussions. L'enrôlement, pas moins que le refus, est un acte politique. Comment est-il logique que pour protester contre la violence et le racisme systémiques, nous devons d'abord faire partie du système d'oppression même que nous critiquons ?



L'objectrice de conscience Shahar Peretz lors d'une manifestation contre l'annexion dans la ville de Rosh Ha'ayin en juin 2020. (Oren Ziv)

La lettre publique de refusnik est la première du genre à aller au-delà de l'occupation et à faire référence à l'expulsion des Palestiniens pendant la guerre de 1948 : "Nous avons reçu l'ordre de revêtir l'uniforme militaire taché de sang et de préserver l'héritage de la Nakba et de l'occupation. La société israélienne a été construite sur ces racines pourries, et cela se voit dans toutes les facettes de la vie : dans le racisme, le discours politique haineux, la brutalité policière, et plus encore".

La lettre souligne en outre le lien entre les politiques néolibérales et militaires d'Israël : "Alors que les citoyens des Territoires palestiniens occupés sont appauvris, les élites riches s'enrichissent à leurs dépens. Les travailleurs palestiniens sont systématiquement exploités, et l'industrie de l'armement utilise les Territoires palestiniens occupés comme terrain d'essai et comme vitrine pour soutenir ses ventes. Lorsque le gouvernement choisit de maintenir l'occupation, il agit contre nos intérêts en tant que citoyens - une grande partie de l'argent des contribuables finance l'industrie de la "sécurité" et le développement des colonies au lieu du bien-être, de l'éducation et de la santé".

Soixante adolescents annoncent leur refus de servir dans l'armée israélienne

Certains des signataires devraient comparaître devant le comité des objecteurs de conscience des FDI et être envoyés dans une prison militaire, tandis que d'autres ont trouvé des moyens d'éviter le service militaire. Parmi les signataires figure Hallel Rabin, qui a été libéré de prison en novembre 2020 après avoir passé 56 jours derrière les barreaux. Un certain nombre de signataires ont également signé une lettre ouverte en juin dernier, exigeant qu'Israël mette fin à l'annexion de la Cisjordanie.

Qui protégeons-nous réellement ?



L'objectrice de conscience israélienne Hallel Rabin, Kibboutz Harduf, Israël. (Oren Ziv)

Les Israéliens ont publié un certain nombre de lettres de refus depuis qu'Israël a pris le contrôle des territoires occupés en 1967. Alors que pendant des décennies, les lettres faisaient principalement référence à l'opposition au service dans les territoires occupés, les deux dernières lettres Shministim, publiées respectivement en 2001 et 2005, incluaient des signataires qui refusaient de servir dans l'armée.

"La réalité est que l'armée commet des crimes de guerre quotidiennement - c'est une réalité que je ne peux pas supporter, et je sens que je dois crier aussi fort que possible que l'occupation n'est jamais justifiée", dit Neve Shabtai Levin, 16 ans, de Hod Hasharon. Levin, aujourd'hui en 11ème année, prévoit de refuser le service militaire après avoir obtenu son diplôme, même si cela signifie aller en prison.

"Le désir de ne pas s'engager dans les FDI est une chose à laquelle je pense depuis que j'ai huit ans", poursuit Levin. "Je ne savais pas qu'il y avait une option de refus jusqu'à l'année dernière, quand j'ai parlé aux gens de ne pas vouloir s'engager, et qu'ils m'ont demandé si j'avais l'intention de refuser. J'ai commencé à faire des recherches, et c'est ainsi que je suis arrivé à la lettre".

Levin ajoute qu'il a signé la lettre "parce que je crois qu'elle peut faire du bien et, je l'espère, toucher des adolescents qui, comme moi, ne veulent pas s'engager mais ne connaissent pas l'option, ou soulèveront des questions pour eux".

Shahar Peretz, 18 ans, de Kfar Yona, prévoit de refuser cet été. "Pour moi, la lettre est adressée aux adolescents, à ceux qui vont s'engager dans un an ou à ceux qui se sont déjà engagés", dit-elle. Il s'agit de tendre la main à ceux qui portent maintenant l'uniforme et qui se trouvent sur le terrain pour occuper une population civile, et de leur fournir un miroir qui leur permettra de poser des questions telles que "qui suis-je en train de servir ? Quel est le résultat de la décision de s'enrôler ? Quels intérêts suis-je en train de servir ? Qui protégeons-nous réellement lorsque nous portons des uniformes, que nous détenons des armes et que nous retenons des Palestiniens aux points de contrôle, que nous envahissons des maisons ou que nous arrêtons des enfants ?

Shahar Peretz, qui a signé une lettre de 400 adolescents israéliens demandant au Premier ministre Netanyahu de ne pas annexer la Cisjordanie. J'ai été surpris par le manque de connaissances de ceux qui serviront dans les territoires l'année prochaine".

Peretz se souvient de ses propres expériences qui ont changé sa façon de penser au sujet de l'enrôlement : "[Ma] rencontre avec les Palestiniens dans les camps d'été a été la première fois que j'ai été exposée personnellement et humainement à l'occupation. Après les avoir rencontrés, j'ai réalisé que l'armée est une grande partie de cette équation, dans son influence sur la vie des Palestiniens sous la domination israélienne. Cela m'a amené à comprendre que je ne suis pas prêt à prendre une part directe ou indirecte à l'occupation de millions de personnes".

Yael Amber, 19 ans, de Hod Hasharon, est consciente des difficultés que ses pairs peuvent rencontrer dans une telle décision. "Cette lettre n'est pas une critique personnelle des garçons et des filles de 18 ans qui s'enrôlent. Refuser de s'enrôler est très compliqué, et à bien des égards, c'est un privilège. La lettre est un appel à l'action pour les jeunes avant l'enrôlement, mais c'est surtout une demande pour que [les jeunes] jettent un regard critique sur un système qui nous oblige à prendre part à des actes immoraux envers un autre peuple".

Amber, qui a été libérée de l'armée pour raisons médicales, vit maintenant à Jérusalem et est volontaire dans la fonction publique. "J'ai pas mal d'amis qui s'opposent à l'occupation, se définissent comme de gauche et servent toujours dans l'armée. Ce n'est pas une critique des gens, mais d'un système qui met les jeunes de 18 ans dans une telle position, qui ne leur laisse pas trop de choix".

Si l'objection de conscience a été historiquement comprise comme une décision d'aller en prison, les signataires soulignent qu'il existe différentes méthodes que l'on peut refuser, et que trouver des moyens d'éviter le service militaire peut lui-même être considéré comme une forme de refus. "Nous comprenons qu'aller en prison est un prix que tout le monde n'a pas le privilège de payer, que ce soit sur le plan matériel, du temps ou des critiques de son entourage", déclare Amber.

Une partie de l'héritage de la Nakba



Des Palestiniens manifestent contre un nouvel avant-poste de colonie près du village de Beit Dajan, en Cisjordanie, le 27 novembre 2020. (Oren Ziv

Les signataires notent qu'ils espèrent que l'atmosphère politique créée ces derniers mois par les manifestations nationales anti-Nétanyahou - connues sous le nom de "manifestations Balfour" pour le discours de rue de la résidence du Premier ministre à Jérusalem - leur permettra de parler de l'occupation.

"C'est le meilleur élan", dit Amber. "Nous avons l'infrastructure de Balfour, le début du changement, et cette génération prouve son potentiel politique. Nous y avons beaucoup pensé dans la lettre - il y a un groupe qui s'intéresse beaucoup à la politique, mais comment les amener à penser à l'occupation ?

Levin pense également qu'il est possible de faire appel aux jeunes Israéliens, en particulier ceux qui vont aux manifestations anti-Bibi. "Avec tous les discours sur la corruption et la structure sociale du pays, nous ne devons pas oublier que les fondations ici sont pourries. Beaucoup disent que l'armée est un processus important [pour les Israéliens], qu'elle vous donnera le sentiment de faire partie du pays et d'y contribuer. Mais ce n'est pas vraiment le cas. L'armée force des jeunes de 18 ans à commettre des crimes de guerre. L'armée fait que les gens voient les Palestiniens comme des ennemis, comme une cible qu'il faut blesser".

Comme les étudiants le soulignent dans la lettre, l'acte de refus vise à affirmer leur responsabilité envers leurs compatriotes israéliens plutôt qu'à se désengager d'eux. "Il est beaucoup plus commode de ne pas penser à l'occupation et aux Palestiniens", dit Amber. "[Mais] écrire la lettre et rendre ce genre de discours accessible est un service à ma société. Si je voulais être différente ou si je ne m'en souciais pas, je ne choiserais pas de me mettre dans une position publique qui reçoit beaucoup de critiques. Nous payons tous un certain prix parce que nous nous en soucions".

"C'est un militantisme qui vient d'un lieu de solidarité", se fait l'écho de Daniel Paldi, 18 ans, qui prévoit de se présenter devant le comité des objecteurs de conscience. "Bien que la lettre soit avant tout un acte de protestation contre l'occupation, le racisme et le militarisme, elle est accessible. Nous voulons rendre le refus moins tabou". Paldi

note que si le comité rejette sa demande, il est prêt à aller en prison.

"Nous avons essayé de ne diaboliser aucun des deux camps, y compris les soldats, qui, dans toute son absurdité, sont nos amis ou des gens de notre âge", note-t-il. "Nous pensons que la première étape de tout processus est la reconnaissance des questions qui ne sont pas discutées dans la société israélienne".

Les signataires de la dernière lettre Shministim se distinguent des versions précédentes en ce qu'ils abordent un des sujets les plus sensibles de l'histoire israélienne : l'expulsion et la fuite des Palestiniens pendant la Nakba en 1948. "Le message de la lettre est d'assumer la responsabilité des injustices que nous avons commises, et de parler de la Nakba et de la fin de l'occupation", dit Shabtai Levy. "C'est un discours qui a disparu de la sphère publique et qui doit revenir".

"Il est impossible de parler d'un accord de paix sans comprendre que tout cela est un résultat direct de 1948", poursuit Levy. "L'occupation de 1967 fait partie de l'héritage de la Nakba. Tout cela fait partie des mêmes manifestations de l'occupation, ce ne sont pas des choses différentes".

Paldi conclut en ajoutant à ce point : "Tant que nous sommes du côté de l'occupant, nous ne devons pas déterminer le récit de ce qui constitue ou non une occupation ou si elle a commencé en 1967. En Israël, le langage est politique. L'interdiction de dire "Nakba" ne se réfère pas au mot lui-même, mais plutôt à l'effacement de l'histoire, du deuil et de la douleur".